

Table des matières

<i>Sommaire</i>	5
Introduction	7
L'autodétermination sexuelle du mineur en ligne à l'aune de sa vulnérabilité	11
Introduction	11
Section I – Préambule	13
§ 1 Contexte de la recherche	13
I. La révolution numérique	13
II. Quand la vulnérabilité rencontre le contexte numérique : les cyberviolences sexuelles	16
§ 2 Cadre conceptuel	19
I. L'autodétermination sexuelle et les notions voisines	19
II. Le consentement sexuel, la majorité sexuelle et les restrictions à la faculté de consentir des mineurs	20
Section II – Le cadre juridique	22
§ 1 Le socle universel des droits de l'enfant : la CIDE et les observations générales du Comité	22
I. La CIDE : fondements normatifs de la protection et de l'autonomie sexuelle du mineur en ligne	22
II. L'observation générale n° 13 : la protection contre toutes les formes de violence comme garantie préalable à l'autodétermination	23
III. L'observation générale n° 25 à la lumière de l'observation générale n° 20 : l'environnement numérique, cadre d'exercice et de sécurisation de l'autodétermination sexuelle ...	25
IV. Synthèse	27
§ 2 Le cadre régional européen : un standard de protection élevé	28
I. La Convention européenne des droits de l'homme et la jurisprudence de la Cour	28
II. Les instruments complémentaires du Conseil de l'Europe : la Convention de Budapest et la Convention de Lanzarote	31
III. L'Union européenne : incriminations, protection des données et sécurité des services numériques	32
IV. Synthèse	34
Section III – Comprendre les cyberviolences sexuelles : repères pratiques et réponses pénales	35
§ 1 Je suis mineur, est-ce que je peux envoyer des <i>nudes</i> ?	35
§ 2 C'est quoi le <i>revenge porn</i> ?	36
§ 3 C'est quoi la sextorsion ?	37
§ 4 J'ai reçu une photo de pénis sans consentement, est-ce légal ?	37
§ 5 Une vidéo de moi nue circule alors que je n'ai jamais réalisé cette vidéo : elle a été créée par l'intelligence artificielle. J'ai quatorze ans. Est-ce légal ?	38

Conclusion	39
Infographie récapitulative	41
Les allégations de violences sexuelles sur l'enfant et les contentieux civils d'hébergement	45
Introduction	45
Section I – La prise en charge conceptuelle et juridique	
des violences sexuelles sur les enfants	46
§ 1 Regard d'outre-Quévrain : le rapport de la CIIVISE.	46
§ 2 Les violences sexuelles dans la Convention internationale relative aux droits de l'Enfant (CIDE)	49
§ 3 Les violences sexuelles sur les enfants et le Conseil de l'Europe ...	51
§ 4 Les violences sexuelles en droit interne belge	54
Section II – Les violences sexuelles et les contentieux d'hébergement : des principes fondamentaux en concurrence ..	58
§ 1 Une première voie sans issue : le criminel tient le civil en état	58
§ 2 Deux principes en faveur du maintien du lien : la protection de la relation parentale comme droit fondamental et la présomption d'innocence	60
I. Le droit de l'enfant et du parent au déploiement et à la protection de leur relation	60
A. Principe et étendue	60
B. Le droit de voir (r)établir des temps d'hébergement au bénéfice d'une procédure cèle.	62
C. Un droit non-absolu	64
II. La présomption d'innocence	65
A. Principe et implications.	65
B. Illustration en matière d'allégations d'agression sexuelle : la décision <i>Kaiser c. Autriche</i>	67
§ 3 Le maintien du lien tempéré par la protection impérative de l'enfant en cas d'accusations de violences sexuelles.	69
I. Des restrictions légitimes au regard de l'article 8 de la CEDH ...	69
II. Implémentation en droit interne belge : l'invocation du principe de précaution	73
Section III – La mise en œuvre concrète	75
§ 1 Invocation du principe de précaution devant le juge familial belge. .	75
§ 2 La preuve des violences sexuelles devant le juge familial : rappel des principes	77
I. Généralités.	77
II. La charge de la preuve.	79
A. La charge de la preuve subjective	79
B. La charge de la preuve objective	80
1. Règles générales et étendue	80
2. La charge de la preuve objective et les mesures d'investigation ..	81
3. La preuve au provisoire	82
III. L'autorité de la chose jugée du pénal sur le civil	83
IV. La preuve des violences sexuelles : représentation schématique. .	85

§ 3 Une dernière question (lancinante) : les violences sexuelles et l'opinion de l'enfant	86
Conclusion	88
Les violences sexuelles commises sur mineurs par des membres de l'Église catholique	91
Introduction	91
Section I – Remarques terminologiques	92
Section II – La mobilisation de l'art cinématographique et documentaire pour dénoncer les violences commises par des membres de l'Église	93
Section III – La création de commissions spéciales et d'enquête	94
Section IV – L'agencement entre l'ordre juridique étatique et les ordres religieux	98
Section V – La problématique du dépassement du délai de prescription	99
Section VI – La jurisprudence en matière de violences sexuelles commises par des membres de l'Église sur des mineurs	103
§ 1 Les affaires françaises Preynat et Barbarin (2020)	103
§ 2 L'affaire <i>J.C. et autres c. Belgique</i> (2021)	104
§ 3 L' <i>Opération Calice</i> (2025)	106
Section VII – La question de la « réparation » et la piste de la justice restaurative	108
Conclusion	113
La culture de l'inceste et la Cour européenne des droits de l'Homme : de l'intime à l'infantisme	115
Avertissement	115
Introduction	115
Section I – Repenser les rapports adultes-enfants au sein de la famille	117
§ 1 De la vulnérabilité de l'enfant à l'infantisme	117
§ 2 La famille, « berceau des dominations »	119
Section II – L'inceste comme manifestation paradigmatique de l'infantisme	121
§ 1 L'inceste	121
I. La notion d'inceste	121
II. La réaction pénale en Belgique face à l'inceste	122
§ 2 La culture de l'inceste, crime d'aubaine au cœur de la domination des adultes sur les enfants	124
Section III – La culture de l'inceste sous le prisme de la Cour européenne des droits de l'Homme	130
§ 1 Les arrêts « inceste »	131

§ 2 Les arrêts en matière d'abus sexuels sur mineurs au sein de la famille	132
I. De quelques principes relatifs aux obligations positives visant à protéger les enfants contre les violences	133
II. La lutte contre les abus sexuels sur mineurs au sein de la famille (biologique ou relationnelle) dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme.	135
Conclusion	144
Violences sexuelles envers les personnes âgées : évolutions belges	147
Introduction	147
Section I – Qui est la personne âgée victime ?	149
§ 1 Qui est la personne âgée ?	150
§ 2 Victime de quels faits ?	151
Section II – Quelles sont les qualifications pénales ?	155
§ 1 Cerner les VSS par les critères Sensoa (drapeaux)	155
§ 2 Cerner les VSS par les qualifications pénales ?	157
Section III – Être victime : quelles conséquences et quels obstacles ?	160
§ 1 Les conséquences visibles et invisibles	161
§ 2 Les obstacles à la prise en compte.	162
En manière de conclusion...	163
L'approche administrative des violences sexuelles sur les campus de l'enseignement supérieur sous l'angle disciplinaire	165
Violences sexuelles et handicap : la libération de la parole des victimes en situation de handicap	185
Introduction	185
Section I – Méthodologie.	186
§ 1 Démarche	186
§ 2 Co-construction du cadre d'analyse	187
§ 3 Échantillonnage et déroulement des entretiens	188
§ 4 Limites	189
Section II – Résultats et éléments de cadrage.	189
§ 1 Piste 1 : Existe-t-il un mouvement de libération de la parole des victimes similaire au Mouvement #MeToo dans le secteur du handicap ?	190
§ 2 Piste 2 : Quelles situations de violences sexuelles sont rencontrées ?	191
I. Violences sexuelles interpersonnelles, entre membres d'une famille	192
II. Violences sexuelles interpersonnelles, entre partenaires intimes ..	193

III. Violences sexuelles communautaires, commises par une connaissance.	193
IV. Violences sexuelles communautaires, commises par un étranger	195
§ 3 Piste 3 : Quelle est l'influence du fonctionnement institutionnel sur (1) l'expression de la parole des victimes et (2) sur leur accompagnement ?	195
Section III – Quelques enseignements	200
Section IV – Comment poursuivre ?	202
Les violences gynécologiques et obstétricales :	
de la pratique des soins à la faute civile.	205
Introduction	205
Section I – De quoi les violences gynécologiques et obstétricales sont-elles le nom ?	207
§ 1 Genèse, constats et visibilité progressive des VGO	207
§ 2 Définition et qualification des VGO	208
I. Le choix des mots.	208
II. À la recherche des critères de qualification des VGO	210
III. Analyse différenciée de trois pratiques obstétricales à l'aune de la notion de VGO	210
A. L'expression abdominale.	211
B. L'épisiotomie.	211
C. Le toucher vaginal.	212
§ 3 De quelques conséquences des VGO	213
Section II – Le cadre légal relatif aux droits du patient et à la qualité des soins	214
§ 1 La loi relative aux droits du patient	214
§ 2 La loi relative à la qualité de la pratique des soins de santé.	217
Section III – La responsabilité civile personnelle du professionnel de la grossesse et de l'accouchement	218
§ 1 La nature de la responsabilité et ses conditions d'application	218
§ 2 La faute.	221
I. La « faute médicale technique » dans les soins prodigués à la patiente.	222
II. La faute dans l'information et le recueil du consentement de la patiente.	224
§ 3 Le dommage	227
§ 4 Le lien de causalité	228
Conclusions générales.	229

La réparation des dommages résultant de violences sexuelles	231
Introduction	231
Section I – L’auteur des violences : seul débiteur de l’indemnisation ?	232
§ 1 L’auteur direct.	233
I. Les différentes options	233
II. L’espoir souvent illusoire d’une réparation intégrale.	235
§ 2 Les civilement responsables de l’auteur direct.	237
I. Les différentes responsabilités du fait d’autrui.	237
II. L’espoir sérieux d’une réparation intégrale.	238
§ 3 La Commission pour l’aide financière aux victimes d’actes intentionnels de violence	239
§ 4 Choix tributaire de la solvabilité de la victime.	242
Section II – Les dommages et leur réparation.	244
§ 1 Les dommages résultant de violences sexuelles.	245
I. Nécessaire rappel de la définition du dommage.	245
II. Les dommages directs et par répercussion	246
III. L’évaluation du dommage	247
§ 2 La réparation des dommages résultant de violences sexuelles	249
I. Réparation intégrale.	249
II. Réparation concrète.	250
III. Réparation en nature	251
Conclusion	253
Délinquance sexuelle : quand la peur sociale vide la peine de son sens.	255
Introduction	255
Section I – La peur sociale comme moteur de l’inflation pénale	255
§ 1 Délinquance sexuelle et conséquences de la peur sociale.	256
§ 2 Le durcissement pénal : entre peines interdites et mesures spécifiques	257
Section II – L’évaluation spécialisée créatrice de leviers ou de verrous	259
§ 1 Au stade du jugement : les conditions probatoires.	260
I. Le cadre normatif et la nécessité d’une évaluation spécialisée	260
II. Exemples pratiques : l’évaluation spécialisée	261
A. Octroi d’un sursis probatoire	261
B. Prononcé d’une peine privative de liberté (ferme)	264
§ 2 Au stade de l’exécution de la peine d’emprisonnement : les contre-indications et conditions à l’octroi d’une modalité d’aménagement de la peine	265
I. Le cadre normatif et la nécessité d’une évaluation spécialisée	265
II. Exemples pratiques :	267
A. Refus d’une surveillance électronique, malgré le suivi d’un traitement médicamenteux de castration chimique	267

B. Refus de permissions de sortie étendues : le droit à la réinsertion en cas d'absence de reconnaissance totale des faits et malgré un avis spécialisé psychiatrique favorable. . .	270
Conclusion	272
Les violences sexuelles commises lors du génocide rwandais : 30 ans plus tard, de nouvelles condamnations par la cour d'assises de Bruxelles	275
Introduction	275
Section I – La notion de violences sexuelles	276
Section II – La compétence des juridictions belges	276
Section III – Les violences sexuelles en tant que crimes de génocide.	277
§ 1 L'élément matériel	278
§ 2 L'élément moral	279
§ 3 Les peines applicables.	279
Section IV – Les violences sexuelles en tant que crimes contre l'humanité	280
§ 1 L'élément contextuel.	280
§ 2 L'élément matériel	280
§ 3 L'élément moral	282
§ 4 Les peines applicables.	282
Section V – Les violences sexuelles en tant que crimes de guerre	282
§ 1 L'élément contextuel.	282
§ 2 L'élément matériel	283
§ 3 L'élément moral	284
§ 4 Les peines applicables.	284
Section VI – Les arrêts de la cour d'assises de Bruxelles.	285
Conclusion	287